



## INSEE ET LA COMMISSION STIGLITZ

-

**Claire PLATEAU**

Responsable Insee du suivi de la commission sur la mesure  
de la performance économique et du progrès social

**Monsieur le Président Patrice Tachon :**

*Je suis très heureux de vous accueillir ici. Je sais que vous avez fait le voyage exprès depuis Paris, malgré un emploi du temps extrêmement chargé. Je vais vous passer d'emblée la parole pour que vous puissiez vous libérer le plus rapidement possible. Vous rapportez tout le fruit de toute la réflexion que vous aviez faite sur les rapports de la commission Stiglitz.*

**Claire Plateau :**

C'est avec grand plaisir que je vais vous parler des enseignements de la commission Stiglitz. Je vais vous dire comment la statistique intègre ces nouvelles mesures de la performance économique et du progrès social.

Pour répondre à cette question, mon exposé va s'articuler en trois parties. Je vais :

- Rappeler le contexte des travaux ;
- Rappeler les recommandations du rapport ;
- Présenter quelques nouvelles mesures, quelques résultats concrets en matière de statistiques.

### **Rappel du contexte**

Cette commission a été créée sur l'initiative du président de la République qui a été insatisfait de l'état actuel des informations statistiques sur l'économie et la société. Il constatait un écart grandissant entre

d'une part, les mesures habituelles des grandes variables socio-économiques (comme la croissance, l'inflation, le chômage) et d'autre part, les perceptions largement répandues de ces réalités par les ménages. Il a donc demandé à M. Joseph Stiglitz (président de la commission), à M. Amartya Sen (son conseiller) et à M. Jean-Paul Fitoussi (coordinateur de cette commission) d'examiner ces questions.

Cette commission a réuni 25 experts de haut niveau, dont cinq prix Nobel (majoritairement des économistes mais aussi quelques sociologues et psychologues) notamment : M. Alan Krueger, M. Robert Putnam, M. Daniel Kahneman, avec une approche plutôt universitaire de ces questions.

Cette commission a été internationale. Elle réunissait des experts, en majorité nord-américains, mais également indiens, italiens et huit experts français. Les rapporteurs de cette commission étaient français : quatre appartenant à l'INSEE, deux à l'OCDE et deux à l'OFCE.

Elle s'est réunie trois fois en réunion plénière : une fois à Paris, en avril 2008, pour lancer ses travaux, une fois à New-York, en novembre 2008, pour faire le point, et une fois en janvier 2009.

Trois axes majeurs de travail ont été décidés. Ils se sont matérialisés par la mise en place de trois groupes de travail permanents : deux sous-groupes consacrés au bien-être courant (sous ses aspects monétaires et non monétaires) et un autre sous-groupe sur les questions de soutenabilité. Elle s'est centrée sur les problèmes classiques autour :

- du produit intérieur brut (qui était souvent remis en question) ;
- de la notion de qualité de vie (mesure-t-on bien la qualité de vie : aspect non monétaire du bien-être)
- de la question de la soutenabilité de ce bien-être autour des questions de développement durable et de l'environnement (mais plus largement autour de tout ce qui contribue à la soutenabilité du bien-être).

La problématique de base de cette commission était d'examiner :

- Si le produit intérieur brut qui décrit l'activité globale de l'économie est un bon indicateur de la performance économique. Est-ce qu'il mesure bien ce pourquoi il est fait ?
- Au-delà de la performance économique, une fois le PIB corrigé, quels indicateurs permettent de mesurer le progrès social dans une économie ?

- Au-delà du bien-être courant, notre modèle de développement est-il durable, tant du point de vue économique que social et environnemental ?

C'est une problématique déjà largement répandue qui est apparue la première fois dans le rapport de la commission Brundtland, publiée par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement. Ce rapport attire pour la première fois l'attention sur le fait que la notion de durable pour le développement est aussi importante que la notion de développement tout court.

Le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) a décidé ensuite de créer, en 1990, un rapport annuel sur le développement, et de publier, dans ce rapport, un indicateur synthétique de développement humain (indice qui était conseillé par M. Amartya Sen).

Enfin, l'OCDE, depuis 2004, héberge un projet global ouvert à tous sur la mesure du progrès des sociétés. Il y avait également, au niveau de l'Europe, une réflexion, entre 2007 et 2009, sur « aller au-delà du PIB ».

Pour résumer, il y a un climat général pour dire que la croissance n'est pas la panacée. Il faut davantage prendre en compte la dimension soutenable et la soutenabilité.

Encore, je voudrais attirer votre attention aujourd'hui : à côté de la rigueur budgétaire prônée, il y a la nécessité de bien prendre en compte la dimension sociale et la soutenabilité dans les décisions qui sont prises.

### **Recommandations de la commission Stiglitz**

La commission a fonctionné. Il n'y a pas de grande originalité. Il n'y a pas eu de forum participatif. Elle ne donne pas de solution clé en main, mais aide fortement à clarifier les problèmes. En particulier, ça a un effet caisse de résonance puissant, stimulant de la mise en ordre de marche des systèmes statistiques : réfléchir comment mieux mesurer puisque ce que l'on mesure a de l'importance et influe sur la perception des choses.

Mon exposé va reprendre deux points :

- Quels sont les principaux messages de ce rapport ?

- Comment est-ce traduit par la statistique ?

D'abord, il y a un accusé : le PIB. Le PIB est un instrument de mesure de l'activité économique, largement utilisé. Son calcul est défini par des normes internationales. Tout un travail de réflexion s'est attaché à en définir des bases statistiques et conceptuelles. Il est devenu un indicateur tout puissant (le premier indicateur regardé). Un peu vite, certains font de l'accroissement du PIB un objet magique. S'il baisse, rien ne va : chômage, récession.

Pourtant, c'est un peu plus compliqué que cela. Imaginez : si le nombre d'accidents de la route augmente, le PIB augmente (car davantage d'activités : pour les ambulances, les hôpitaux, les réparateurs d'automobile, les pompes funèbres) alors que ça ne contribue en rien en la qualité de la vie. De même, si j'épouse mon jardinier, je contribue à faire baisser le PIB alors que mon mari continue à faire le jardin et que nous sommes très heureux ensemble.

Attention, le PIB ne mesure que la production marchande. Il n'a jamais été un outil chargé de mesurer le bien-être ou la qualité de vie. Il y a eu une dérive certaine. Il y a un malentendu, sans doute dû à des causes historiques.

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, il fallait tout reconstruire et remettre en route l'économie européenne. Tout accroissement de la capacité productive se traduisait par un accroissement du PIB et du bien-être. C'est quelque peu resté dans les esprits. C'est la prise de conscience de ce décrochage entre accroissement du PIB et bien-être qui conduit à réfléchir sur d'autres indicateurs.

La commission, avant de proposer d'autres indicateurs, a examiné le PIB. Elle a regardé comment l'améliorer pour qu'il décrive mieux au moins le bien-être économique, le bien-être monétaire, en restant dans un cadre bien défini : celui des comptes nationaux (qui est un cadre international).

Plutôt que de parler de production, la commission a dit : « Parlons plutôt de revenus » ; c'est-à-dire : ce qui intéresse les ménages, ce n'est pas tant la production, ce sont les revenus. Donc, parlons davantage de revenus plutôt que de parler d'un agrégat national. Alors que l'on souhaite s'intéresser aux gens, parlons des ménages qui sont bien un secteur décrit en comptabilité nationale. Ça ne pose pas de problème. Il

suffit de mettre en avant d'autres indicateurs que le PIB. Parlons de la consommation des ménages qui est décrite en comptabilité nationale : mettre l'accent sur d'autres indicateurs et compléter ces informations par des données sur le patrimoine. Si les revenus et la consommation sont essentiels pour l'élévation du niveau de vie, ils ne peuvent, en dernière analyse, servir d'outil d'appréciation que conjointement à des informations sur le patrimoine.

Je prends un exemple : si un ménage dépense sa richesse en biens de consommation, il accroît momentanément son bien-être, mais au détriment de son bien-être futur. Il est donc nécessaire de mettre l'accent, non seulement sur le PIB, sur les revenus, sur les ménages, leur consommation, mais également les évolutions de leur patrimoine.

Enfin, un autre message extrêmement important (quand on s'intéresse au bien-être économique) : il faut en finir avec la dictature de la moyenne. Il est très important de décrire la répartition des revenus, la consommation et le patrimoine. Je prends un exemple : dès lors que les hauts revenus augmentent, la moyenne peut augmenter, alors que les revenus des autres classes stagnent. Ainsi, en regardant la distribution des revenus aux Etats-Unis, on s'aperçoit que la part des revenus détenus par les 1% des ménages les plus riches s'est fortement accrue entre 1975 et 2007, passant de 9 à 23% du revenu. De même, par exemple en France, si l'on regarde le taux d'épargne (on parle souvent du taux d'épargne moyen des français) 17%, il faut voir que, pour les plus pauvres, il est de 0% alors qu'il est de 35% pour le décile supérieur.

*Conclusion de cette commission* : mettre, dans toutes les analyses, un focus sur la distribution des revenus, du patrimoine et de la consommation. Si l'on veut bien mesurer la qualité de vie dans une société à partir d'informations sur la performance économique, regarder comment cela est distribué est essentiel.

C'est bien, mais la commission trouve ça encore insuffisant. Il faut aussi prendre en compte dans ce revenu les services publics fournis à titre gratuit. En France, l'essentiel est la santé et l'éducation. C'est très important quand on veut comparer des pays, le niveau de prestation fourni à titre gratuit étant très différent. Ces prestations sont bien prises en compte dans la comptabilité nationale, mais il faudrait davantage communiquer sur celles-ci.

Il y a aussi un complément à apporter aux descriptions que nous faisons en comptabilité nationale : prendre en compte les services non marchands. Les services que les membres d'une même famille se rendent gratuitement (comme l'entretien du logement, les soins aux enfants, l'éducation, la préparation des repas) sont importants pour le bien-être de la famille. Ces services contribuent au bien-être alors qu'ils ne sont pas comptabilisés. Par contre, ils le sont dès que ce sont des services que nous achetons. C'est très gênant quand on fait des comparaisons, par exemple, entre pays ou au cours du temps, parce que l'importance, par exemple, du travail féminin a fortement changé. En France, la commission estimait que ces travaux non marchands représentaient 35% du PIB. Donc, c'est une partie très importante qui est négligée.

Enfin, quelque chose d'important est de s'intéresser à l'emploi du temps. Des revenus identiques avec un temps de loisir différent ont un impact très différent sur le bien-être. Il faudrait essayer de mieux mesurer ce temps de loisir et de le valoriser, avec toutes les difficultés que cela présente (coût d'opportunité...).

Pour me résumer, la commission préconise, pour ce qui est du bien-être économique, monétaire, de compléter la comptabilité nationale par ce qu'ils appellent des comptes satellites (c'est-à-dire des compléments d'informations) pour avoir une vision d'ensemble de ce qui peut être considéré comme un élément du revenu des ménages. Puis, elle insiste beaucoup sur la nécessité de s'intéresser à l'emploi du temps des ménages et de communiquer sur cet emploi du temps. Donc, se centrer davantage (plutôt que sur la production) sur les ménages, compléter le produit intérieur brut par des données sur toutes les activités non marchandes, associatives et par des notions sur la distribution, prendre en compte le patrimoine, prendre en compte l'emploi du temps des ménages.

Si l'on veut vraiment s'intéresser au bien-être, il faut prendre conscience que de nombreux éléments de la qualité de vie ne sont pas traduisibles en termes monétaires. Il faut passer d'indicateurs globaux, macroéconomiques de comptabilité nationale, à des indicateurs individuels, microéconomiques, avec des enquêtes auprès des ménages et ne pas s'en tenir à la sphère économique et au niveau de vie. La qualité de vie est tout ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue, au-delà de ses aspects matériels. Donc, la valeur ne se réfère plus à la monnaie et au prix des marchés (par exemple c'est le cas de la santé ou de la qualité des institutions d'un pays). La qualité de vie – il y a ces choses externes – dépend aussi de la capacité des individus à transformer toutes ces ressources en bien-être.

La commission Stiglitz préconise deux approches : une approche objective du bien-être avec des ingrédients objectifs et une approche subjective, c'est-à-dire comment les gens se sentent, sans privilégier une approche plutôt qu'une autre.

Pour décrire cette qualité de vie au-delà des aspects monétaires, la commission distingue huit dimensions. On ne peut pas réduire à une seule. Il y a :

- les conditions de vie matérielles : revenus, consommation, patrimoine, richesse ;
- la santé : sans santé, même en étant très riche, on n'est pas bien ;
- l'éducation : qui permet d'avoir un travail plus intéressant mais aussi d'appartenir à des réseaux sociaux, d'influer sur le cours de la vie sociale ;
- les activités personnelles : le travail rémunéré, le temps de transport, le travail domestique, le loisir, les conditions de logement ;
- la participation à la vie politique et à la gouvernance ;
- les liens et les rapports sociaux ;
- les conditions environnementales présentes et à venir ;
- la sécurité, tant physique (ne pas se faire agresser) qu'économique (par exemple ne pas prendre des risques importants, perdre son emploi).

Donc, ce sont huit dimensions isolées par la commission qui méritent chacune une description.

Il est affirmé que la qualité de vie est multidimensionnelle. Il ne faut pas privilégier une dimension plutôt qu'une autre. Donc, il n'est pas question de réduire à un indice décrivant la qualité de vie. L'agrégation, la préférence entre santé ou éducation : c'est compliqué de réduire. La commission invite fortement les autorités statistiques à améliorer les indicateurs en matière de santé, d'éducation, d'activité personnelle. On est quelque peu faible ici. Il faut développer des indicateurs robustes et crédibles en matière de capacité des citoyens à faire entendre leur voix, développer des indicateurs de mesure des liens sociaux, mesurer les conditions environnementales, mieux mesurer la sécurité des personnes et la sécurité économique. Là encore, il faut évaluer les inégalités entre individus, mais aussi entre gens, groupes sociaux et générations. C'est important pour attirer l'attention des pouvoirs politiques parce que la moyenne peut être tout à fait satisfaisante et laisser des tranches de population dans des situations très difficiles.

Enfin, il est nécessaire de faire le lien entre les différentes dimensions que je viens de vous énumérer parce qu'il faut construire des indicateurs d'accumulation de désavantage. Je prends un exemple : il est plus difficile d'être pauvre et en mauvaise santé que les deux séparément. Donc, c'est important d'isoler les populations qui cumulent ces désavantages. Il faut prendre en compte et interroger les gens pour savoir qui cumule les désavantages, pour isoler ces populations et, éventuellement, avoir des politiques qui les accompagnent.

Les individus étant les plus à même de juger de leur propre vie, la commission Stiglitz dit qu'il faut s'appuyer sur leur propre évaluation et avoir des évaluations subjectives du bien-être. Il faut interroger les ménages et leur demander : « Comment vous sentez-vous ? » Il ne faut pas omettre cet aspect, aspect longtemps négligé par les statistiques parce que l'on disait : « Ça, ce sont des enquêtes d'opinion, ce n'est pas sérieux ». Là, on dit : « Non, interrogez les gens ! » D'ailleurs, à la fin de mon exposé, vous verrez que les instituts statistiques, au niveau de l'Europe, se mettent à introduire des questions. On interroge les gens : « Comment vous sentez-vous ? » On pense que c'est quelque chose d'important maintenant.

Des progrès importants ont déjà été faits dans ces mesures. Autrefois, il y a eu une enquête mondiale expérimentale qui a été menée par la société Gallup international dans 140 pays. Les résultats sont encore un peu plus... Il est nécessaire d'améliorer les évaluations mais tout le système statistique s'est mis en marche. Un vaste chantier commence grâce à la commission qui avait recommandé d'approfondir ces questions en passant à des collectes systématiques, en utilisant des enquêtes déjà existantes comme support. C'est ce que l'on est en train de faire.

#### *La notion de développement durable et d'environnement.*

L'environnement est un aspect essentiel des choses mais ce n'est pas le seul en matière de développement durable. La vraie question est : l'intensité du bien-être actuel est-elle soutenable ?

Pour répondre à cette question, la commission recommande d'avoir une approche globale des choses qui prenne en compte tout ce qui compte pour l'avenir : le capital physique, les machines que l'on transmet, mais aussi le capital humain (c'est-à-dire les hommes et leur connaissance), le capital naturel, l'environnement ; mais ça peut être aussi ce que l'on appelle le capital social : de bonnes institutions, un

système qui fonctionne bien, une société avec beaucoup de liens sociaux. C'est aussi important pour l'avenir.

La question qui se pose est : léguons-nous, à nos enfants, un capital global de l'humanité (toutes les dimensions que je vous ai énumérées) au moins égal à celui dont nous avons hérité ou qui leur permette d'avoir une bonne vie ou une vie, au moins, de qualité comparable à la nôtre ? La vraie question est une question de dynamique intergénérationnelle.

Un enseignement très fort de la commission est : pour répondre à cette question, il est illusoire de chercher l'indice unique. C'est un Graal que l'on ne trouvera pas. Je prends un exemple : consommation et épargne. Il faut épargner suffisamment pour transmettre aux générations suivantes. Si je veux mettre dans un seul agrégat ma consommation et le capital que je transmets, si je consomme beaucoup à un moment donné, au détriment du capital que j'use, si je fais la somme des deux, je peux avoir un résultat ; ou au contraire, je consomme très peu et j'épargne beaucoup : l'un, sera soutenable mais ma vie ne sera pas très agréable maintenant, l'autre, la vie sera très agréable et ça ne sera pas soutenable. L'indicateur agrégé ne me donne pas de moyen d'arbitrer. Donc, il est important d'être transparent, de bien décrire le bien-être actuel, les questions de soutenabilité. Ensuite, il faut arbitrer mais pas avec un chiffre magique qui gomme les problèmes ne permettant pas de réfléchir.

#### *Évaluer l'état de l'art.*

Il y a eu beaucoup de réflexion sur ces questions. La commission fait un état des lieux de l'état de l'art en la matière. Elle a distingué cinq approches :

- les tableaux de bord,
- les indices composites,
- le PIB vert,
- l'empreinte écologique,
- l'épargne nette ajustée.

Les tableaux de bord : c'est une série de chiffres pour mesurer ces questions de soutenabilité. Ça essaie de rendre compte, dans toutes les dimensions de la soutenabilité et du bien-être... Cependant, quand on a plein de chiffres, quand on a un tableau de bord avec plein d'indicateurs, on n'y comprend pas grand-

chose. C'est très peu lisible. En plus, il mélange souvent bien-être actuel et bien-être futur. Il y avait vraiment une recommandation très forte. J'ai l'impression que dans tous les travaux qui s'organisent aujourd'hui, on sépare bien ces deux notions. Donc, ce n'est pas très bon. Il faut se méfier des indicateurs qui veulent tout faire : bien-être présent, bien-être futur. La commission n'est pas particulièrement favorable à ces gros tableaux de bord.

Les indices composites : un indice. On agrège tout pour donner un indicateur. S'il augmente, c'est bien. S'il baisse, ce n'est pas bon. Ça, c'est ce dont on rêve. Mais la commission dit : « Il faut se méfier parce que lorsque l'on veut agréger des choses différentes, comment le faire ? C'est assez arbitraire et il faut être transparent ». Les choix des individus peuvent être différents. Je peux préférer avoir une meilleure santé (surtout si la mienne n'est pas très bonne) plutôt qu'une éducation plus importante, plutôt que des liens sociaux. Selon les générations, le poids accordé aux différentes dimensions du bien-être n'est pas le même donc, la commission n'est pas favorable aux indicateurs composites et insiste bien sur la nécessité de bien communiquer. Alors, on réfléchit à des diagrammes, aux radars. On voit les différentes dimensions où chacun peut choisir et se faire sa propre opinion plutôt qu'un chiffre donné a priori, sans que l'on sache comment il est fabriqué.

Le PIB vert : ça a été une notion assez à la mode un moment donné. C'est le produit intérieur brut de la dépréciation des ressources naturelles que l'on corrige pour donner la croissance, quand on prend en compte les dégradations que l'on fait sur l'environnement et que l'on estime le coût pour les corriger. Il a l'avantage de se rattacher à un cadre comptable bien carré, autour des systèmes de comptabilité nationale, mais la commission n'est pas pour. Il mélange deux choses : bien-être présent (la croissance actuelle) et bien-être futur. Par exemple, constater une croissance de 3% du PIB vert au lieu de 5% pour le PIB, ne renseigne pas sur le fait que l'on est sur un chemin durable. On a fait 5% de croissance, mais 3% si l'on tient compte de la dégradation que l'on a faite sur l'environnement. Cela ne dit pas que l'on a compensé cette dégradation. Donc, c'est assez peu utilisable et ce, pour la bonne raison que cela mélange bien-être présent et bien-être futur. La commission rejette cette idée d'avancer sur le produit intérieur brut vert.

L'empreinte écologique (qui est aussi un indicateur intéressant) : montre la surconsommation des ressources terrestres en exprimant tout en hectares de surfaces de terre. C'est la surface de la terre qui serait capable de supporter notre mode de vie, c'est-à-dire : de nous nourrir, d'absorber nos déchets et de

fournir l'espace nécessaire à nos infrastructures. Là encore, on veut agréger l'ensemble. C'est une sorte d'indicateur composite pas très transparent. Son évolution est essentiellement due à la composante carbone. La commission dit également, pour la même raison qu'elle rejette les indicateurs composites : « Il faut s'en méfier. » Si vraiment on veut agréger quelque chose, limitons-nous à la composante carbone, à l'empreinte carbone. Quand on agrège, le reste c'est epsilon. C'est ce qui explique la grande variation.

L'épargne nette ajustée : une notion développée par la Banque mondiale. Elle apporte une vue globale en prenant en compte l'ensemble des patrimoines que l'on peut transmettre aux générations futures, c'est-à-dire : le capital physique, le capital humain et le patrimoine naturel ; le tout exprimé en unité monétaire. Là aussi, la commission note qu'il est difficile de tout monétiser, parce que tout ne correspond pas à un marché. Capital humain, ce n'est pas très facile. On peut l'approcher avec les dépenses d'éducation.

Mais comment valoriser le patrimoine naturel ? Les prix du marché ? Il n'y a pas un vrai marché. Les prix imputés ? Pas facile ; il faut faire des modèles. Pour avoir ces modèles, il faut déjà imaginer ce que sera le futur. Le futur est incertain. Par définition, il y aura des innovations technologiques. Les besoins des sociétés futures, on ne les connaît pas bien. Donc, on ne sait pas très bien monétiser. Si l'on additionne l'ensemble, cela signifie que l'on peut substituer du capital physique à du capital humain ou du capital naturel.

Je peux imaginer un pays qui dégrade beaucoup son environnement mais qui fait de gros efforts en capital physique, ou un autre pays qui fait attention à l'environnement, à sa croissance en capital physique mais qui néglige l'éducation. Vous voyez bien que ces capitaux ne sont pas tout à fait substituables. C'est dangereux d'en faire une somme. Il faut un équilibre entre les trois. Enfin, cette notion ne prend pas en compte la dimension internationale de l'environnement. Par exemple, le nuage de Tchernobyl n'avait pas de frontières. Il a eu un impact sur les pays voisins. Donc, ce que je décide dans un pays a un impact sur les pays voisins. Il est important de mesurer comment cela se traduit dans le monde entier.

*Les conclusions de la commission en matière d'environnement.*

Face à toutes ces difficultés, la commission a eu des propositions très pragmatiques. Elle n'allait pas trouver des choses très innovantes. Cela faisait longtemps que l'on réfléchissait à ces questions. L'idée a été de clarifier le débat et de donner des orientations.

Il y a quelque chose d'important : séparer le bien-être actuel du bien-être futur et des questions de soutenabilité. Elle décourage sur la recherche d'un indicateur unique. C'est irréaliste et cela peut être trompeur.

Qu'est-ce qu'elle propose ? Elle propose un mini-tableau de bord – parce que trop d'indicateurs on s'y perd – avec un indicateur d'épargne nette ajustée, c'est-à-dire un indicateur qui mesure les évolutions du capital sur les parties les plus monétisables : le capital physique, le capital humain (sans doute) et le capital environnemental, en se limitant aux ressources fossiles épuisables puisque là, il y a un marché.

Elle invite à compléter, avec quelques indicateurs physiques bien choisis sur l'environnement, en faisant appel à des spécialistes. Là encore, la difficulté pour les statisticiens est que l'on se trouve à la frontière des domaines (les statisticiens, ce sont des mathématiques, une méthode mathématique pour décrire une réalité ; l'environnement, c'est plutôt les ingénieurs, des mesures physiques). Décrire la qualité de l'air par un indicateur unique est compliqué. Il faut discuter avec des spécialistes, des ingénieurs et trouver un indicateur... On est à la frontière de deux sciences. C'est quelque peu pareil pour le bien-être des individus. La difficulté de toutes ces mesures est que cela nécessite des compétences en dehors du monde statistique.

### **Premiers pas dans l'après-Stiglitz**

Cette commission Stiglitz est innovante, mais c'est plutôt la somme de toute une réflexion. Cela a mis tout le monde en ordre de marche : une envie de progresser pour mieux mesurer le progrès social et les questions de soutenabilité.

Il y a eu un mouvement international important au niveau de l'Union européenne. L'INSEE et l'EUROSTAT (les statistiques européennes) ont mis en place un partenariat pour organiser une coopération entre les différents Etats de l'Union européenne, pour améliorer nos mesures statistiques en prenant en compte les recommandations de la commission Stiglitz.

Le rapport est sur le point d'être achevé. En novembre, il va être présenté au comité statistique européen qui va : valider des choix, améliorer nos enquêtes, enquêter sur l'emploi du temps des ménages en Europe, mieux mesurer le patrimoine, mesurer la qualité de vie, faire des enquêtes pour mesurer l'opinion des gens sur leur qualité de vie, mesurer davantage d'indicateurs de santé et de relation sociale. Un grand mouvement statistique est en train de se mettre en place au niveau de l'Europe.

L'OCDE a été mobilisée auprès des sociétés, depuis l'an 2000, sur ces questions. Cela a donné encore un coup d'accélérateur sur ces mesures du progrès des sociétés. Elle a sorti, en mai dernier, à l'occasion de ses 50 ans, des indicateurs sur la qualité de vie. Une sorte de petit jeu pour faire prendre conscience des différentes dimensions de la qualité de vie et comment, en les combinant différemment, on obtient des choses différentes. My better life index (que vous pouvez voir sur son site) sortira, le 12 octobre, un ouvrage intitulé *How's life* (comment va la vie) où elle collecte, pour les pays de l'OCDE, tout un ensemble d'indicateurs décrivant un panorama plus complexe que celui que l'on avait avec les indicateurs macroéconomiques actuels.

L'ONU s'intéresse aussi à ces sujets. Une présentation des avancées sur ce domaine a été faite, deux années de suite.

En France, nous avons l'INSEE qui s'est beaucoup investi sur ces questions. Il a essayé de rendre plus lisibles d'autres indicateurs que le PIB, en mettant davantage l'accent sur le revenu, la consommation des ménages. Il s'est intéressé aussi à des questions de dispersion des revenus, dispersion de la consommation des ménages. En étudiant l'épargne des ménages, on s'aperçoit qu'il y en a qui ont une épargne importante, d'autres pas d'épargne du tout. Il le fait d'autant plus que c'est un enjeu très fort pour crédibiliser les évolutions macroéconomiques aux yeux du public.

Quand on publie une moyenne, on parle de pouvoir d'achat qui augmente : pour une partie des français, cela est vrai ; pour une autre partie, ça ne l'est pas. On a l'impression que les statistiques ne disent pas la vérité ou sont manipulées. On a vu des soucis avec des indicateurs d'évolution du pouvoir d'achat. D'un point de vue pédagogique, c'est extrêmement important de présenter par classe d'individus. C'est extrêmement important pour les pouvoirs publics.

Par exemple des choses comme cela, en regardant d'un peu plus près, on voit que les 20% des ménages les plus aisés disposent de 40% du revenu, alors que les 20% des ménages les plus modestes disposent de 8% du revenu. La consommation des 20% des ménages les plus aisés est trois fois supérieure à celle des 20% des ménages les plus pauvres. 80% de l'épargne sont détenus par 20% des ménages les plus aisés. On voit des répartitions très inégalitaires qui expliquent les perceptions très différentes des individus.

Je cite un autre exemple concernant l'environnement. On s'est aperçu que la dimension internationale de l'environnement est extrêmement importante. Il ne faut pas uniquement regarder les émissions de CO<sub>2</sub> (de gaz carbonique) liées à notre production mais il faut plutôt regarder (au moins accompagner d'informations) les émissions de CO<sub>2</sub> liées à notre demande nationale. Une bonne partie de notre production, en particulier les plus polluantes, est expatriée vers d'autres pays, en se gardant les activités tertiaires moins émettrices. Quand on fait venir des produits de Chine, ils émettent du CO<sub>2</sub> qui contribue à la dégradation du climat de la planète.

Quand on corrige, quand on calcule les émissions de CO<sub>2</sub> générées par notre demande finale, on s'aperçoit qu'elles sont bien supérieures aux émissions de CO<sub>2</sub> sur le sol national. Le résultat : on émet, liées à notre demande, 9 tonnes par personne, alors que si l'on se limite aux émissions liées à la production sur le sol national, on est à 6,7 tonnes par personne. Nos exportations ont un contenu faible en émission de CO<sub>2</sub>. Par contre, on importe massivement de l'étranger des productions qui ne sont pas faites forcément dans de bonnes conditions, avec un contenu en CO<sub>2</sub> important.

Il faut mieux mesurer. Il y a cette prise de conscience de la dimension internationale de l'environnement : la nécessité de mesurer des choses avec cette approche « demande ». On le fait sur le CO<sub>2</sub>, on en train de le faire sur d'autres polluants.

L'INSEE s'est beaucoup investi sur les travaux de la commission Stiglitz, s'est assuré du secrétariat de cette commission, s'est mis en ordre de marche pour répondre à ses demandes dans ses statistiques, s'implique au niveau international, notamment au niveau européen, pour mettre en œuvre des standards nouveaux.

Sur le site de l'INSEE, nous avons, dans la partie dossier, un dossier Stiglitz où vous retrouverez tous les résumés de nos travaux et les principales publications sur ce sujet.

J'en profite aussi pour vous annoncer que le rapport a été remis en septembre 2009.

Pour les deux ans de l'anniversaire de la commission Stiglitz, l'INSEE et l'OCDE organisent une grande conférence le 12 octobre avec M. Joseph Stiglitz lui-même, M. Amartya Sen ne peut pas venir, M. Jean-Paul Fitoussi, des responsables statistiques, des décideurs publics, des responsables du monde académique et des pays en voie de développement pour réfléchir à : comment a-t-on progressé et comment les décideurs publics prennent en compte ces nouvelles mesures du progrès social et de la soutenabilité de ce développement ?